

# Australie

**Anton Kajlich**

**Peter Jull**

Les peuples autochtones d'Australie – Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres – entretiennent une connexion longue<sup>1</sup> et complexe avec le paysage australien, y compris les aires marines et côtières. Au moment de la colonisation, en 1788, jusqu'à 1,5 millions de personnes vivaient en Australie<sup>2</sup>. En juin 2011, les peuples autochtones étaient estimés représenter 3% de la population australienne, soit 670 000 personnes<sup>3</sup>.

Tout au long de leur histoire, les Aborigènes ont vécu sur l'ensemble du territoire australien. Aujourd'hui, une majorité vit dans les centres régionaux (43%) et les villes (32%) même si certains vivent encore sur leurs terres traditionnelles.

Le rapport du Bureau Australien des Statistiques (ABS) sur les services correctionnels notait récemment que le nombre d'Aborigènes incarcérés avait augmenté de 8% pour les hommes et de 12% pour les femmes l'année passée. A titre de comparaison la population carcérale nationale a elle augmentée de 4%<sup>4</sup>. Les Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres représentent 30% de la population carcérale<sup>5</sup>.

Malgré de récentes améliorations mineures, l'état de santé des Autochtones australiens demeure sensiblement inférieur à celui des autres Australiens. Les taux de mortalité infantiles, à 10-15%, demeurent à des niveaux inacceptables et l'espérance de vie (59 ans pour les hommes, 65 pour les femmes) est de 17 ans inférieur à celui de toute autre personne en Australie. Un récent rapport sur les suicides indique 105 morts pour 100 000 chez les hommes aborigènes de 25 à 34 ans, à comparer aux 22 morts pour 100 000 pour leurs homologues non-Aborigènes<sup>6</sup>.

Selon l'ABS, 996 suicides ont été rapportés en Australie entre 2001 et 2010 parmi les peuples autochtones<sup>7</sup>. 1,6% des Australiens meurent par suicide mais, pour les Aborigènes, ce taux passe à plus de 4.2%, soit une mort sur 24<sup>8</sup>.

La Loi sur la discrimination raciale de 1975 (*Racial Discrimination Act 1975 Cth*) a prouvé son utilité pour défendre les Aborigènes mais elle fut ignorée sans hésitation par le gouvernement Howard en 2007 lorsqu'il introduisit l'Intervention d'Urgence dans le Territoire du Nord<sup>9</sup>. Les Etats et Territoires ont également des compétences législatives sur les questions de droits fondamentaux, y compris les droits autochtones, s'ils choisissent de les exercer et si elles ne contredisent pas les lois nationales. L'Australie n'a pas ratifié la convention 169 de l'OIT mais, malgré son vote contre la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DDPA) en 2007, elle l'a finalement approuvée en 2009.

L'Australie a élu un gouvernement de coalition Libérale-Nationale en septembre 2013 en remplacement des gouvernements travaillistes au pouvoir depuis 2007. Comme nous le prédisions l'année dernière (voir *Le Monde Autochtone 2013*), le nouveau

gouvernement est très conservateur (sur les questions sociales, légales, culturelles, etc.) mais le Premier Ministre Tony Abbott semble impliqué en faveur des peuples autochtones, de leur bien-être et de leur meilleure reconnaissance politique. Il entretient un réseau actif de conseillers, amis et contacts autochtones et travaille de manière bénévole dans des communautés aborigènes isolées une ou deux semaines chaque année.

Le 15 mars 2013, Tony Abbott, alors leader de l'opposition, a prononcé un discours sur la politique autochtone, indiquant que l'Australie serait de nouveau parmi les pays progressistes de l'OCDE sur la question du désavantage autochtone. La seule partie de son discours qui a attiré l'attention publique et des médias fut la promesse de « donner à notre politique étrangère une focalisation sur Jakarta plutôt que sur Genève » ; en d'autres termes, rejeter les Nations Unies et le consensus multilatéral en faveur d'une approche pragmatique du régionalisme. Ce discours revenait en particulier sur nos relations avec notre plus proche voisin, l'Indonésie, et, spécifiquement, sur le rejet de nos obligations au regard du droit international quant au traitement des réfugiés, en faveur d'une approche régionale plus directe comme le détestable « renvoi » des bateaux de réfugiés trouvés dans les eaux australiennes. Sans surprise, le nouveau gouvernement a échoué de manière spectaculaire dans ses négociations avec Jakarta jusqu'à aujourd'hui. De la même manière, son engagement à redresser la situation des Aborigènes n'a, jusqu'à maintenant, pas donné grand-chose.

### **Loi internationale vs loi nationale**

Le gouvernement Abbott et son ministre de la Justice sont désireux de montrer leur dédain pour les droits et conventions internationaux, leur reconnaissance et leur mise en œuvre sous l'égide de la Commission nationale des droits de l'Homme. Certains ministres semblent penser qu'il est inapproprié voire illégal d'en référer au droit international, et insistent sur le fait que seule la tradition australienne de *common law* ainsi que ses procédures sont valables. Un fait déplorable pour un pays qui, dans les décennies précédentes, a beaucoup contribué au développement du droit international et des standards en matière de droits.

De fait, le nouveau gouvernement a nommé un « commissaire de la liberté » censé combattre l'influence des défenseurs de l'égalité et des droits des minorités qui auraient prétendument réduit la liberté d'expression du public et des commentateurs. Les Juifs, les Autochtones et d'autres groupes essaient d'expliquer calmement aux ministres pourquoi un retour à la loi de la haine et de la diffamation raciale n'est ni désirable ni sage.

### **Le Congrès Nationale des Peuples Premiers d'Australie continue**

En décembre, le gouvernement Abbott récemment élu a indiqué qu'il couperait les financements du Congrès National des Peuples Premiers d'Australie, un organe indépendant, composé de leaders autochtones élus, dont le but est de faciliter une représentation nationale pour les peuples autochtones. Depuis l'abolition de la Commission des Aborigènes et Insulaires du Détroit de Torres (ATSIC) par le précédent

gouvernement libéral, en 2005, un manque sensible s'est fait sentir quant à l'existence d'instances et d'organisations représentatives au niveau national permettant un engagement politique. Pour beaucoup, le développement du Congrès National a été vu comme une étape positive vers une meilleure représentation des peuples autochtones au niveau national, et en particulier vers une reconnaissance constitutionnelle des peuples autochtones.

A sa place, le gouvernement Abbott a financé et soutenu son propre Comité de Conseil Autochtone, composé de membres qu'il a choisis, qui rencontrent Premier Ministre trois fois par an. Le Congrès National, cependant, a indiqué qu'il continuerait à agir sans les financements promis grâce au recrutement de nouveaux membres et à des partenariats privés.

### **Unis pour la guerre**

La principale méthode australienne pour exprimer l'unité et l'honneur nationaux, c'est le sport, mais la mémoire guerrière vient rapidement en deuxième place. Chaque année, le jour ANZAC, le 25 avril, qui commémore l'Assaut des forces australiennes et néo-zélandaises (ANZAC), ainsi que d'autres troupes de l'empire britannique, sur Gallipoli en 1915, est perçu comme le véritable anniversaire de la nation australienne.

Un nombre important de cérémonies vont avoir lieu pour commémorer les nombreuses batailles et campagnes de la Première Guerre Mondiale, entre 1914 et 1918 ; et les débats concernant l'importance de telle ou telle bataille sont parfois aussi houleux qu'entre supporters de clubs rivaux.

Parallèlement, le célèbre historien Henry Reynolds, dans son livre *Forgotten Wars* (Sydney : UNSW Press, 2013), a montré que la plus longue des guerres australiennes fut celle menée pour le contrôle du continent contre les autochtones, dont l'héroïsme et le sacrifice devraient être honorés et commémorés de la même manière que le font les mémoriaux dédiés à d'autres combats, autour de Canberra et ailleurs dans le pays.

Il est sidérant que ce livre n'ait pas encore fait l'objet de débat public mais nous pouvons être certains qu'il le fera. Pendant ce temps, le général le plus connu du pays, l'ex-chef des forces de défense Peter Cosgrove, a été nommé chef d'Etat *de facto* ou Gouverneur-Général, le représentant officiel de la Reine Elizabeth II.

### **Rio Tinto ferme la raffinerie d'aluminium de Gove dans le Territoire du Nord**

Le 29 novembre, Rio Tinto a annoncé qu'il allait fermer sa raffinerie d'aluminium sur la péninsule de Gove, au nord-est de la terre d'Arnhem, dans le Territoire du Nord <sup>11</sup>. Rio Tinto explique cette fermeture par la chute globale des prix de l'aluminium, le taux élevé du dollar australien sur les marchés de change et les pertes substantielles de l'usine après imposition <sup>12</sup>.

Cette décision aura des effets désastreux sur la fragile économie de la région et autour de la ville isolée de Nhulunbuy, qui est entièrement dépendante de la transformation de la bauxite extraite en aluminium pour sa survie. Cette opération fournit d'importants

bénéfiques économiques aux communautés aborigènes avoisinantes à travers un accord de location passé avec les propriétaires traditionnels Yolngu de la zone. La fermeture mettra un terme à un des programmes de formation et d'emploi des autochtones parmi les plus efficaces du pays, développé entre Rio Tinto et les peuples Yolngu du nord-est de la terre d'Arnhem <sup>13</sup>. L'annonce a d'autant plus été un choc pour la petite communauté de Nhulunbuy et les communautés autochtones environnantes que le calendrier, inhabituellement court et brutal, prévoit une fermeture six mois après la décision.

Cette décision s'est accompagnée d'un manque visible de communication, de planification et d'accompagnement que ce soit de la part de Rio Tinto, du gouvernement fédéral ou du Territoire du Nord. Les politiciens, à ces deux niveaux, hésitent notoirement à participer aux discussions entourant la fermeture, offrant peu de soutien, d'assistance ou d'accompagnement pour répondre aux inquiétudes des communautés ; ils laissent la ville largement dans l'ombre quant au futur des services de logement, d'éducation, de transport et des autres services publics essentiels.

Après la perte programmée de 1100 emplois, le futur de la ville isolée de Nhulunbuy est donc incertain.

La décision et ses retombées rappellent de manière brutale la fragilité de l'économie australienne fondée sur l'exploitation des ressources naturelles ; le besoin pour les communautés, aborigènes ou non, d'être vigilantes vis-à-vis de la volatilité des prix des matières premières ; et la nécessité de planifier à long-terme le développement et l'investissement dans des industries alternatives ainsi que la réhabilitation effective des sites miniers après leur exploitation.

### **Fuite radioactive dans le Parc national de Kakadu, Territoire du Nord**

En décembre, près d'1,5 millions de litres de boues radioactives se sont échappées d'un réservoir de contamination à la mine d'uranium de Ranger située dans le Territoire du Nord. Cette mine est située au sein du Parc national de Kakadu inscrit sur la liste du patrimoine mondial. La fuite a été décrite par les propriétaires traditionnels des terres affectées comme la pire des fuites de ce genre dans l'histoire de l'Australie <sup>14</sup>. Le PDG de la Gundjeihmi Aboriginal Corporation a rapporté que « l'acide radioactif est sorti du réservoir à une vitesse telle qu'il a endommagé toutes les infrastructures environnantes » <sup>15</sup>.

Le site se trouve 7km en amont de la communauté aborigène de Mudgunberru, et l'événement a été suivi d'importantes pluies de mousson. Cet incident a reçu très peu d'attention de la part des médias australiens.

Depuis 1979, la mine de Ranger a rapporté plus de 200 incidents environnementaux distincts. Pour beaucoup, ce chiffre soulève la question de l'efficacité de l'autorégulation qui fait de la compagnie qui exploite le site l'instance chargée de son suivi environnemental <sup>16</sup>.

Les Aborigènes Mirrar sont inquiets quant aux conséquences de ces incidents sur le long-terme pour leur communauté et craignent que de nouveaux incidents se produisent étant donné l'histoire désastreuse de la mine sur ce point <sup>17</sup>.

## Le Swan Book (le livre du Cygne)

L'auteur aborigène Alexis Wright a publié un nouveau et puissant roman en 2013, *Le livre du Cygne* qui, à notre avis, devrait devenir un classique de la littérature australienne dans les années à venir. Alors qu'il est un « livre aborigène », il a intégré sans effort le courant principal de la littérature australienne, rassemblant des contenus et une imagerie provenant du monde entier. Situé dans un futur proche, il laisse les « Australiens » sur un continent dévasté que leur « intervention » et leur économie ont détruit, aussi bien socialement qu'écologiquement.

L'Intervention est la prise en charge militaire et policière par le gouvernement fédéral des affaires aborigènes dans le Territoire du Nord en 2007, un précédent désormais étendu par les gouvernements à d'autres régions et qui suscite une littérature universitaire nourrie qui la présente comme un cauchemar dont nous avons besoin de fuir – un « libéralisme autoritaire »<sup>18</sup>. A un certain niveau, *Le livre du Cygne* reprend les personnages et les archétypes de *La Tempête* et, de fait, son héroïne, à l'image de l'Ariel de Shakespeare, est libérée d'un arbre afin de nous raconter cette histoire.

## Notes et références

- (1) De nombreux peuples aborigènes soutiennent qu'ils furent créés lorsque des Etres Créateurs divers formèrent la terre au début des temps (souvent appelé « le Rêve). Il est désormais couramment admis par les archéologues que la date d'arrivée incontestable pour l'occupation de l'Australie se situe entre 40 000 et 50 000 ans. O'Connell J.F. and allen F.J., 1998, « When did humans first arrive in greater Australia and why is it important to know? » *Evolutionary Anthropology* 6, p.132-146.
- (2) Le chiffre réel est très débattu en raison de la difficulté à estimer une population tellement affectée par la colonisation. Les chiffres vont de 300 000 à 1,5 million, ce dernier chiffre étant désormais largement admis. Butin N., 1993, *Economics and the Dreamtime*, Cambridge, Cambridge University Press; Reynolds, H. 2001, *An indelible stain? The question of genocide in Australia's history*, Ringwood (Victoria): Penguin; Gray, A., 2001, "Indigenous Australian: Demographic and Social History" in J. Jupp (ed.) *The Australian People: an Encyclopaedia of the nation, its people and their origins*, Cambridge: Cambridge University Press, p.88-93.
- (3) <http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/featurearticlesbyCatalogue/DB52AB9278B0C818CA257AD7000D1067?OpenDocument>
- (4) <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4512.0/>
- (5) <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4512.0/>
- (6) <http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/39433889d406eeb9ca2570610019e9a5/8F08EF0297F11CC6CA2574390014C588?opendocument>
- (7) <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Products/3309.0~2010~Chapter~Aboriginal+and+Torres+Strait+Islander+suicide+deaths?OpenDocument>
- (8) <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Products/3309.0~2010~Chapter~Aboriginal+and+Torres+Strait+Islander+suicide+deaths?OpenDocument>
- (9) Voir *Le Monde Autochtone 2008*.
- (10) <http://www.liberal.org.au/latest-news/2013/03/15/tony-abbott-address-sydney-institute-sydney>
- (11) <http://www.smh.com.au/business/rio-tinto-pulls-out-of-gove-and-1000-jobs-go-with-it->

[20131129yh6p.html](http://www.abc.net.au/news/2013-11-29/rio-to-suspend-gove-alumina-refinery-in-northern-territory/5124570)

- (12) <http://www.abc.net.au/news/2013-11-29/rio-to-suspend-gove-alumina-refinery-in-northern-territory/5124570>
- (13) <http://www.ybe.com.au/>
- (14) <http://www.nit.com.au/news/3435-one-million-litres-of-uranium-waste-spills-into-kakadu.html>
- (15) <http://www.nit.com.au/news/3435-one-million-litres-of-uranium-waste-spills-into-kakadu.html>
- (16) <http://www.miningaustralia.com.au/features/ranger-s-toxic-spill-highlights-the-perils-of-self>
- (17) <http://www.nit.com.au/news/3435-one-million-litres-of-uranium-waste-spills-into-kakadu.html>
- (18) Notamment Elizabeth Strakosch  
[http://www.academia.edu/2610833/Colonial Risk Management](http://www.academia.edu/2610833/Colonial_Risk_Management) et Alissa Macoun  
<http://www.polsis.uq.edu.au/RHD-alissa-macoun>

**Anton Kajlich** est chercheur postdoctoral en études environnementales. Il a travaillé pour le Territoire du Nord et des organisations communautaires aborigènes sur des projets concernant le patrimoine culturel aborigène et la gestion interculturelle des milieux

**Peter Jull** est membre du comité de conseil international d'IWGIA

Source : IWGIA Indigenous World 2014  
Traduction de l'anglais par **Martin Preaud**,  
Membre du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique